



# BULLETIN D'INFORMATION

PUBLICATION N°16

ACTIVITÉS	02
PORTRAIT	12
AGENDA	12

## ÉDITORIAL

L'année 2016 a été marquée par des étapes décisives dans le renforcement du cadre de coopération régionale de l'UpM pour l'énergie et l'action pour le climat. Lors de la COP22 de cette année, plusieurs initiatives majeures ont été lancées, permettant ainsi d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris dans notre région et de recevoir, lors de la réunion ministérielle sur l'énergie, le soutien des trois plateformes énergétiques de l'UpM, qui joueront un rôle central dans l'avancement de la coopération pour l'énergie au sein de la région méditerranéenne. La lutte contre le changement climatique représente une chance extraordinaire de mettre en œuvre de nouveaux modèles de développement durable et inclusif dans la région méditerranéenne. Il est essentiel de saisir cette opportunité afin d'encourager les investissements, de stimuler le transfert de technologies, de créer des opportunités d'emploi pour les jeunes, de renforcer le rôle des femmes et de développer des modèles de production et de consommation à faibles émissions de carbone, qui contribuent à une meilleure intégration, au développement durable et à la stabilité dans la région.

Pour en savoir plus sur le sujet, nous vous invitons à lire le contenu de cette publication.

*L'équipe du Secrétariat général de l'UpM*

## SAVIEZ-VOUS QUE?

La mise en œuvre de projets portant sur l'énergie renouvelable augmentera la production de **365%** d'ici **2020** à l'échelle des objectifs nationaux.

Union for the Mediterranean  
Union pour la Méditerranée  
الإتحاد من أجل المتوسط

### Action de l'UpM pour le climat

Améliorer l'action pour le climat à travers la coopération régionale dans la région méditerranéenne

**12** projets et initiatives qui représentent plus de 2,6 milliards d'euros



## Les États membres de l'UpM approuvent deux nouveaux projets de développement régional et adoptent un programme ministériel substantiel pour 2017

- Les hauts fonctionnaires représentant les 43 États membres de l'Union pour la Méditerranée (UpM) tinrent leur quatrième réunion ordinaire de cette année afin de débattre des défis auxquels est confrontée la région euro-méditerranéenne et d'approuver plusieurs initiatives dans le but de promouvoir la stabilité, le développement humain et l'intégration dans la région.
- Les hauts fonctionnaires approuvèrent deux nouveaux projets de coopération régionale pour promouvoir le développement urbain et l'intégration économique dans la région, portant le nombre de projets labellisés par l'UpM à 47, pour une valeur de plus de 5 milliards d'euros.



Lors de la quatrième réunion des hauts fonctionnaires en 2016, les représentants des 43 États membres se réunirent le 14 octobre de 2016 à Bruxelles, en Belgique, afin de débattre des défis auxquels est confrontée la région euro-méditerranéenne et d'adopter plusieurs initiatives dans le but de traiter les trois principales priorités interdépendantes de la région: la stabilité, le développement humain et l'intégration.

### Un programme ministériel substantiel

Les hauts fonctionnaires discutèrent des préparatifs pour la [conférence ministérielle de l'UpM sur l'énergie](#), qui s'est tenue à Rome le 1er décembre 2016, mais également pour la [conférence ministérielle de l'UpM sur le développement urbain durable](#), qui se tiendra au Caire, et pour la [conférence ministérielle de l'UpM sur le renforcement du rôle des femmes dans la société](#).

### Nouveaux projets labellisés

Au cours de leur réunion, les hauts fonctionnaires approuvèrent **deux nouveaux projets** pour la promotion du développement urbain et l'intégration économique. La labellisation de ces deux projets porte le nombre total de projets de coopération régionale labellisés par l'UpM à 47. Les nouveaux projets labellisés concernent les trois priorités régionales interdépendantes sur lesquelles se concentrent les activités de l'UpM, à savoir le développement humain, l'intégration et la stabilité. Les deux projets sont [le projet de gestion intégrée des déchets urbains à Izmir](#) et [le programme pour les PME d'Agadir – Renforcer la compétitivité et le commerce des PME dans les pays membres de l'Accord d'Agadir](#).

#### Projet de gestion intégrée des déchets urbains à Izmir

La gestion des déchets est l'un des principaux problèmes

environnementaux dans les villes turques, y compris à Izmir. Il s'agit également d'un enjeu stratégique essentiel qui revêt une importance toute particulière au niveau régional. Le site actuel d'enfouissement des déchets solides à Izmir aura bientôt atteint sa capacité maximale. Les nouvelles installations permettront une gestion intégrée et de haute qualité des déchets solides à un moment critique pour Izmir, tout en adoptant une conception d'infrastructure urbaine exemplaire, innovante et respectueuse de l'environnement.

Le projet, soutenu par la Municipalité métropolitaine d'Izmir (MMI) et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), apportera des avantages environnementaux importants pour la ville d'Izmir en minimisant les effets associés à la gestion des déchets solides et en améliorant le niveau de vie de la population. Le projet s'inscrit dans l'[Initiative pour le financement de projets urbains \(UPFI\)](#) de l'UpM.

#### Programme pour les PME d'Agadir – Renforcer la compétitivité et le commerce des PME dans les pays membres de l'Accord d'Agadir

L'objectif de ce projet, soutenu par l'Unité technique de l'Accord d'Agadir (ATU), est de renforcer l'intégration économique

et de contribuer au développement économique et à la création de revenus grâce à une croissance induite par les PME. Plus précisément, le projet vise à améliorer la compétitivité des PME et leur capacité d'offre, ainsi que

leur capacité à assurer une utilisation plus large du système de cumul de l'origine afin d'accroître les échanges entre les quatre pays membres de l'Accord d'Agadir et leurs exportations vers l'UE, mais également de créer des

synergies et un nouveau dynamisme économique au sein de ces quatre États (Maroc, Tunisie, Égypte et Jordanie) pour renforcer l'intégration économique sous-régionale.

## L'UpM soutient la création d'un nouvel agenda urbain pour la région méditerranéenne

L'événement de mise en réseau « Union pour la Méditerranée – Initiative pour le financement de projets urbains (UPFI) » représentait une occasion unique de s'appuyer sur la réussite de l'initiative UPFI et de débattre des meilleurs outils pour mettre en œuvre un « Nouvel agenda urbain pour la région méditerranéenne » avant la prochaine conférence ministérielle de l'UpM sur le développement urbain durable, qui se tiendra au printemps 2017 en Égypte.



De gauche à droite : S.E. M. Mohamed Salah Arfaoui, ministre de l'Équipement, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire de Tunisie, l'Ambassadeur Ihab Fahmy, Secrétaire général adjoint, Secrétariat général de l'UpM ; M. Jan Vapaavuori, vice-Président, Banque européenne d'investissement

Cet événement fit également prendre conscience de la valeur ajoutée de l'initiative UPFI et des projets labellisés par l'UpM qui y sont liés. De plus, la réunion offrit l'occasion de débattre des meilleurs outils pour mettre en œuvre un « Nouvel agenda urbain pour la région méditerranéenne » avant la [deuxième conférence ministérielle de l'UpM sur le développement urbain durable](#), qui se tiendra au printemps 2017 en Égypte, en prenant en compte les étapes régionales et internationales décisives à cet égard.

En marge de la [conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable \(Habitat III\)](#), l'Union pour la Méditerranée (UpM), le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), l'Agence Française de Développement (AFD) et la Banque européenne d'investissement (BEI) organisèrent l'événement de mise en réseau « Union pour la Méditerranée – Initiative pour le financement de projets urbains (UPFI) : Vers un Nouvel agenda urbain pour la région méditerranéenne » à Quito, le 18 octobre 2016.

Cet événement de mise en réseau UpM-UPFI rassembla **plus de 100 participants**, y compris plusieurs ministres d'États membres de l'UpM,

des représentants d'organisations régionales et internationales, des représentants d'institutions financières internationales (IFI), des acteurs clés du développement urbain dans la région méditerranéenne et des partenaires impliqués dans l'initiative UPFI, ainsi que des partenaires potentiels, afin de développer de futurs programmes et projets régionaux en vue de répondre aux défis démographiques et environnementaux de la région.

L'événement de mise en réseau fut une bonne occasion de faire le bilan de la réussite de l'UPFI, l'un des principaux objectifs de la [première conférence ministérielle de l'UpM sur le développement urbain durable](#), tenue à Strasbourg en 2011.

L'UPFI est une initiative innovante fondée par la Commission européenne et gérée conjointement par l'AFD et la BEI sous l'égide de l'UpM. Son but est d'identifier et de sélectionner des projets phares de développement urbain durable susceptibles d'être approuvés politiquement (labellisés) par les États membres de l'UpM et financés et mis en œuvre à court terme.

Les principaux intervenants de l'événement de mise en réseau UpM-UPFI furent, entre autres, S.E. M. Mohamed Salah Arfaoui, ministre de l'Équipement, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire de Tunisie; S.E. Dr Ahmed Darwish, ministre adjoint du Logement, des Services publics et des Communautés urbaines d'Égypte; M. Jan

Vapaavuori, vice-Président de la BEI ; et l'Ambassadeur Ihab Fahmy, Secrétaire général adjoint de l'UpM. Au vu de l'ampleur croissante des défis communs dans la région méditerranéenne, tous accordèrent sur le fait que l'événement fut une bonne occasion de développer et de renforcer les synergies et les complémentarités entre les acteurs clés, mais également d'évaluer les perspectives de collaboration dans les années à venir.

Le vice-Président de la BEI, Jan Vapaavuori, déclara que « L'Union pour la Méditerranée offre une dynamique politique puissante pour la visibilité de l'Initiative pour le financement de projets urbains en exploitant ses relations avec

les pays de la région méditerranéenne et en labellisant des projets pour assurer leur qualité. La BEI est impliquée dans plusieurs projets essentiels dans la région et son objectif est de les évaluer et de les financer en 2017. »

Selon le Secrétaire général adjoint de l'UpM, Ihab Fahmy, « il est grand temps d'apporter des réponses communes aux défis urgents des zones urbaines de la région méditerranéenne en suivant une approche holistique qui puisse assurer la durabilité urbaine et un plus fort impact socio-économique sur le territoire, à travers des actions efficaces et concrètes œuvrant pour un avenir meilleur dans la région méditerranéenne. »

La conférence Habitat III fut l'occasion historique de relancer l'engagement international envers l'urbanisation durable et de se concentrer sur la mise en œuvre d'un **Nouvel agenda urbain**. Pour la première fois en 20 ans, la communauté internationale, menée par les gouvernements nationaux, évalua collectivement les tendances urbaines en rapide évolution et la manière dont ces modèles affectent le développement humain, le bien-être environnemental et les systèmes de gouvernance à travers le monde. La conférence aboutit sur un document final orienté vers l'action, le **Nouvel agenda urbain**, qui préparera le terrain pour les politiques et approches à venir et orientera les efforts d'urbanisation au cours des 20 prochaines années.

## Faire de l'école une institution clé contre la violence et pour la promotion des valeurs d'égalité femme-homme

- Le secrétariat général de l'Union pour la Méditerranée et le promoteur de projet Ideaborn rassemblèrent à l'Institut Français de Tunis divers acteurs institutionnels et de terrain engagés pour la promotion de l'égalité femme homme à travers l'éducation.
- Ils purent ainsi présenter les premiers résultats du projet "former des citoyens responsables" et échanger sur les pratiques exemplaires de lutte contre la violence et la promotion de valeurs d'égalité mises en place dans la région.



« L'école est au cœur de la construction d'une mémoire et de valeurs partagées qui forgent le sentiment d'appartenance à une communauté fondée sur l'égalité, la citoyenneté et le respect mutuel, et qui cimentent le « Vivre ensemble », principe fondateur de l'Union pour la Méditerranée » déclara DSG Delphine Borione.

Le secrétariat général de l'Union pour la Méditerranée organisa en partenariat avec **Ideaborn** un atelier régional «L'école en tant que vecteur essentiel pour prévenir la violence et promouvoir des valeurs d'égalité» à l'Institut Français de Tunis.

Cet atelier fut organisé dans le cadre du projet « **Former des Citoyens Responsables** », labellisé par l'Union pour la Méditerranée et mis en œuvre avec l'appui financier du Ministère des Affaires étrangères du Royaume de Norvège et le Gouvernement Princier de Monaco.

Avec la présence de la Ministre tunisienne de la femme, de la famille et de l'enfance, Son Excellence Madame Nezih Labidi et de Monsieur Khalid Fares, Inspecteur General du Ministère marocain de l'éducation nationale et de la formation professionnelle et de différentes organisations européennes, marocaines et tunisiennes, l'atelier présenta les résultats des diagnostics réalisés au Maroc et en Tunisie sur le rôle de l'éducation civique à l'école et son impact sur la promotion d'une culture de non-violence et d'égalité. Les stratégies nationales des deux pays en la matière furent présentées ainsi que des bonnes pratiques de la région Euro-méditerranéenne, notamment de l'UNESCO, du centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe, de la Fondation Anna Lindh ainsi que des

expériences des organisations de la société civile.

Les acteurs concernés discutèrent également des meilleures stratégies et outils nécessaires pour réhabiliter le rôle de l'école en tant que vecteur essentiel pour prévenir la violence au sein des jeunes et promouvoir les principes et valeurs de l'égalité. Ils recommandèrent de renforcer la participation de l'ensemble des acteurs de la société y compris les parents d'élèves et les élèves eux-mêmes ainsi

que les media et la société civile.

« *Les filles sont premières en classe mais elles ne le sont pas dans la vie sociale. L'égalité des chances entre les femmes et les hommes est un défi sociétal qu'il faut redresser dès l'école* » déclara Madame Nezih Labidi.

Le projet « Former des Citoyens Responsables », mis en œuvre en partenariat avec le Centre Marocain d'Education Civique, et le Centre du Développement Social et de

L'Autonomisation en Tunisie, a pour objectif de contribuer au renforcement des valeurs civiques des jeunes et à **instituer l'école en tant que principal vecteur de prévention de la violence** et de transmission des valeurs de citoyenneté et d'égalité. Pour ce faire, un guide pédagogique d'éducation civique fut élaboré en étroite liaison avec les autorités publiques concernées et expérimenté dans 20 écoles pilotes, et un programme de formation en faveur des enseignants et des élèves furent réalisés.

## Les ministres des Affaires étrangères du Dialogue 5+5 discutent des défis régionaux urgents et mettent en évidence la contribution positive des activités de l'UpM au développement de la coopération régionale

- Le Secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée, M. Fathallah Sijilmassi, participa à la 13e réunion des ministres des Affaires étrangères du Dialogue 5+5, organisée par la France à Marseille, le 28 octobre.
- Les ministres discutèrent des défis régionaux urgents actuels et de la coopération socio-économique, en mettant l'accent sur les jeunes et l'emploi.
- La déclaration finale souligna l'importance des projets et activités de l'UpM et son rôle pour faciliter la concertation et la complémentarité entre les différentes initiatives et différents cadres de coopération euro-méditerranéens.



Les ministres des Affaires étrangères du « Dialogue 5+5 », qui regroupe 5 pays de la rive nord de la Méditerranée (Espagne, France, Italie, Malte et Portugal) et 5 de la rive sud (Algérie, Libye, Maroc, Mauritanie et Tunisie), se

rencontrèrent fin octobre à Marseille, en France, sous la coprésidence de son excellence M. Jean-Marc Ayrault, ministre des Affaires étrangères et du Développement international de la République française et de son

excellence M. Salaheddine Mezouar, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération du Royaume du Maroc.

Furent également présents à la réunion son excellence M. Ramtane Lamamra, ministre d'État, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale de la République démocratique d'Algérie, son excellence M. Paolo Gentiloni, ministre des Affaires étrangères de la République italienne, son excellence M. Mohamad Taher Siala, ministre des Affaires étrangères du gouvernement libyen d'union nationale, son excellence M. George Vella, ministre des Affaires étrangères de la République de Malte, son excellence M. Ould Ahmed

Isselkou Izid Bih, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération de la République islamique de Mauritanie, son excellence M. Khemaies Jhinaoui, ministre des Affaires étrangères de Tunisie, son excellence M. Ignacio Ybanez, Secrétaire d'État aux affaires étrangères du Royaume d'Espagne, son excellence Mme Margarida Marques, Secrétaire d'État aux affaires européennes de la République portugaise, M. Taieb Baccouche, Secrétaire général de l'Union du Maghreb arabe, M. Hatem Atallah, directeur de la Fondation Anna Lindh et M. Fathallah Sijilmassi, Secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée.

Les ministres abordèrent les défis communs urgents, principalement liés à la migration et au développement économique et social. M. Fathallah Sijilmassi présenta le développement actuel des activités de coopération régionale de l'UpM pour lutter contre les causes profondes de ces défis, notamment ceux axés sur le développement humain, les jeunes

et l'autonomisation des femmes en tant qu'éléments clés pour la stabilité et le développement dans la région méditerranéenne.

Les ministres adoptèrent une déclaration soulignant leur volonté de continuer à renforcer la coopération et la complémentarité entre les différents cadres et différentes modalités de la coopération euro-méditerranéenne : **le Dialogue 5+5 et l'Union pour la Méditerranée, la Fondation Anna Lindh, l'Union européenne et l'Union du Maghreb arabe.**

Ils réaffirmèrent leur détermination à ce que la création d'emplois, la formation et l'insertion professionnelle des jeunes constituent des priorités dans les projets menés dans le cadre de la Politique européenne de voisinage rénovée et de l'Union pour la Méditerranée (UpM). Ils soulignèrent et saluèrent à cet égard les projets et initiatives labellisés par l'UpM, en particulier le programme régional intégré sur l'emploi **Med4Jobs** (Initiative

Méditerranéenne pour l'Emploi), **l'Université euro-méditerranéenne de Fès** et **HOMERe** (Haute Opportunité en Méditerranée pour le Recrutement de cadres d'excellence).

Les ministres appuyèrent **la nécessité d'inscrire les jeunes au cœur des programmes de coopération** et d'échange entre les deux rives de la Méditerranée dans leur dimension économique, mais également politique, sociale et culturelle.

Ils saluèrent les mesures concrètes prises en faveur de l'environnement dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée, telles que le programme intégré pour **la protection du lac de Bizerte en Tunisie contre la pollution.**

Les ministres encouragèrent également la poursuite des travaux en cours sur **l'initiative sur l'économie bleue pour la Méditerranée occidentale**, en soulignant le rôle important du **Secrétariat général de l'Union pour la Méditerranée** dans ce cadre.

## L'UE, l'UpM, la BEI, banque de l'UE et la BERD lancent un projet d'assainissement du lac de Bizerte et pour la dépollution de la mer Méditerranée

M. Youssef Chahed, Chef du Gouvernement de la Tunisie, Mme Federica Mogherini, Haute Représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de Sécurité et vice-Présidente de la Commission européenne, et M. Fathallah Sijilmassi, Secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée (UpM), furent à Bizerte, en novembre, pour lancer le « Programme intégré pour la protection du lac de Bizerte contre la pollution », labellisé par les 43 États membres de l'UpM.

Avec un budget total de **plus de 90 millions d'euros** pour une durée de 5 ans, le programme contribuera à assainir le lac de Bizerte, dans le nord de la Tunisie, en améliorant les

conditions de vie des populations de la région et en réduisant les principales sources de pollution qui ont un impact sur l'ensemble de la mer Méditerranée.

**Comme souligné par la Haute Représentante, Mme Federica Mogherini** : « C'est un bel exemple de comment la lutte contre la pollution et la défense de l'environnement



*peuvent aider à une croissance socio-économique plus inclusive et soutenable, en offrant de nouvelles opportunités dans des secteurs tels que la pêche, le tourisme écologique, l'agriculture, l'industrie ou l'aquaculture pour les jeunes de la région ».*

Le programme, mis en œuvre par le ministère tunisien des Affaires locales et de l'Environnement, **permettra ainsi de réhabiliter l'ensemble de la zone, dans un souci de promotion du développement durable.** Il permettra également d'améliorer la santé et la qualité de vie des habitants de la région et facilitera également le développement économique et social de la région.

En plus d'être inscrit dans l'initiative euro-méditerranéenne Horizon 2020 pour une Mer Méditerranéenne plus propre, il s'agit d'un des premiers grands programmes d'infrastructures labellisé par l'Union pour la Méditerranée (UpM) en cours d'implémentation.

Le Secrétaire général de l'UpM, M. Fathallah Sijilmassi, souligna l'impact régional de ce projet : « Cette

*initiative phare est une réussite des efforts de coopération réalisés au sein de la région euro-méditerranéenne en faveur de l'intégration et de la stabilité régionales. La mise en œuvre de cette initiative améliorera directement les conditions de vie de 500 000 personnes et ses conséquences positives se répercuteront sur des millions de citoyens, grâce à l'assainissement de la mer Méditerranée. Le projet permettra également la création de PME et d'opportunités d'emplois pour nos jeunes, ce qui contribuera au développement socio-économique et à la stabilité de notre région ».*

Ce projet est un exemple de coordination et de complémentarité des efforts des bailleurs de fonds internationaux, puisqu'il bénéficie d'un appui de deux institutions financières majeures et de l'Union européenne, et ce sous une forme particulièrement intéressante qui mixte des prêts et des dons, pour un total de 90 millions d'euros.

En tant que principal bailleur de fonds, la **Banque européenne d'investissement (BEI)**, banque de l'Union Européenne, accompagne le

programme depuis sa naissance et octroie un prêt de 40 millions d'euros, qui touche principalement à la mise à niveau environnementale des trois plus grandes entreprises industrielles situées à proximité du lac, et qui inclut plus précisément les traitements des rejets industriels liquides, des émissions atmosphériques et des déchets solides. Au-delà du prêt BEI, l'Union Européenne accorde une subvention de 15 millions d'euros pour pourvoir aux dépenses d'investissement et à la coopération technique grâce à la Facilité d'investissement pour le voisinage.

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), quant à elle, octroie un prêt de 20 millions d'euros à l'Office National d'Assainissement (ONAS) et met à disposition une assistance technique de 2 millions d'euros financée par le Fonds pour l'Environnement Mondial (GEF), afin de soutenir l'extension et la réhabilitation du réseau d'égouts de la région de Bizerte, ainsi que la réhabilitation de trois stations de traitement des eaux usées situées près du lac. Au-delà de la contribution du Gouvernement tunisien (16 millions d'euros), la synergie ainsi créée permet de développer des projets aussi complexes que celui de Bizerte.

Le programme intégré du Lac de Bizerte s'inscrit dans la stratégie globale de développement de la Tunisie. Son lancement à quelques semaines de la Conférence Internationale d'appui au développement économique, social et durable de la Tunisie, **Tunisia 2020**, fut une confirmation du soutien de la communauté internationale à la Tunisie. L'UpM continuera à approfondir son partenariat riche et dense avec la Tunisie au bénéfice du renforcement de la coopération régionale en Méditerranée.

## L'UpM à la COP22 : Mobilisation pour un agenda commun méditerranéen d'action pour le climat

- Le Secrétariat général de l'Union pour la Méditerranée (UpM) participa activement à la COP22 de cette année, désignée comme la « COP de l'action », afin de lancer des initiatives et des projets régionaux spécifiques dont le but est de contribuer à atteindre les objectifs fixés par l'Accord de Paris dans la région euro-méditerranéenne.
- L'Union pour la Méditerranée et la Commission européenne lancèrent la plateforme UpM sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique visant à promouvoir le déploiement progressif de mesures en matière d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique afin de favoriser le développement socio-économique de la région euro-méditerranéenne.
- L'Union pour la Méditerranée et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) lancèrent un grand projet régional Méditerranéen dans le domaine des énergies renouvelable pour le secteur privé. Le projet SPREF est un cadre de financement de 227,5 millions d'euros qui mobilisera d'autres investissements d'un montant pouvant aller jusqu'à 834 millions d'euros et vise à stimuler le développement des marchés privés des énergies renouvelables au Maroc, en Tunisie, en Égypte et en Jordanie.



### MARRAKECH COP22 | CMP12 | CMA1 UN CLIMATE CHANGE CONFERENCE 2016

L'objectif fixé par l'Accord de Paris de maintenir la hausse de la température mondiale en dessous des 2 °C requiert la mise en œuvre d'actions coordonnées qui ne peuvent pas uniquement reposer sur des contributions déterminées au niveau national.

Le Secrétaire général de l'UpM, **Fathallah Sijilmassi**, souligna : « *Nous vivons un moment décisif puisque nous construisons la transition vers un développement sobre en carbone. Il s'agit d'un effort collectif. États, collectivités, organisations de la société civile, entreprises, organisations internationales et intergouvernementales : nous sommes*

*tous mobilisés pour relever les défis actuels. La complexité du changement climatique impose non seulement un travail à l'échelle internationale, mais également un soutien aux niveaux intermédiaires pertinents. La région euro-méditerranéenne est incontestablement l'un de ces niveaux.* »

Conformément à son mandat, l'Union pour la Méditerranée est fortement engagée dans la promotion de la coopération régionale en faveur du climat afin de développer un agenda méditerranéen commun pour le climat. Cette action s'est traduite par différentes activités majeures lors de la COP22 :

#### LANCEMENT DE DEUX INITIATIVES RÉGIONALES MÉDITERRANÉENNES MAJEURES

Lancement de la plateforme sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (EREE)

En ligne avec la plateforme UpM pour le marché régional de l'électricité et la plateforme UpM sur le gas, lancées plus tôt cette année, la plateforme EREE a pour objectif de promouvoir le déploiement progressif de mesures sur l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique, afin que tous les citoyens et les entreprises de la région aient accès à des services énergétiques modernes, sécurisés, abordables et fiables, mais également afin de soutenir la lutte contre le changement climatique et l'adaptation à celui-ci dans la région euro-méditerranéenne.

### Lancement d'un grand projet régional Méditerranéen dans le domaine des énergies renouvelable pour le secteur privé

L'UpM et la BERD lancèrent le projet labellisé par l'UpM, « Cadre des énergies renouvelables privées dans la région SEMed (« SPREF ») », visant à stimuler le développement des marchés privés des énergies renouvelables au Maroc, en Tunisie, en Égypte et en Jordanie. Pour ce projet, la BERD apportera un financement pouvant aller jusqu'à 227,5 millions d'euros et mobilisera davantage d'investissements de la part d'autres acteurs pouvant atteindre 834 millions d'euros. Ce projet fournira également un soutien de coopération technique ciblé pour la mise en œuvre de projets d'énergies renouvelables dans la région afin d'empêcher l'émission de 780 000 tonnes de CO2 par an.

Suite au lancement du cadre innovant mentionné ci-dessus, une conférence destinée aux entreprises privées fut organisée avec le comité de partenariat public-privé (PPP) de la COP22, l'Agence Marocaine pour l'Efficacité Énergétique (AMEE) et la CGEM. Le but de cet événement fut d'informer les entreprises sur le mécanisme du cadre SPREF afin de les encourager à l'utiliser.

### ORGANISATION DE CONFÉRENCES DE HAUT NIVEAU

#### Présentation de l'agenda des événements régionaux méditerranéens

En collaboration avec d'autres partenaires clés euro-méditerranéens, le Secrétariat général de l'UpM recensa les événements de la COP22 liés aux activités pour le climat dans la région euro-méditerranéenne. Cet événement fut l'occasion pour les institutions régionales œuvrant en faveur du développement durable en Méditerranée de présenter leurs actions en ce sens au cours de la COP22 et de mettre en avant des synergies potentielles.

#### Débat de haut niveau : développement durable et stabilité régionale vont de pair en Méditerranée

La transition vers un développement sobre en carbone est à la fois une source importante d'opportunités pour la région à travers la création d'activités économiques nouvelles et plus grande résilience face aux aléas climatiques. Mais cela peut aussi être une source d'instabilité supplémentaire si cette transition n'est pas gérée de manière adéquate. À cet effet, le Secrétariat général de l'UpM et la Commission européenne organisèrent un débat de haut niveau autour de ces questions. L'événement fut animé

par Teresa Ribeira, directrice de l'Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI) et les intervenants furent le commissaire européen à l'Action pour le Climat et l'Énergie, Miguel Arias Cañete, le ministre jordanien de l'Environnement, Yaseen Al-Khayyat, le ministre tunisien des Affaires locales et de l'Environnement, Riadh Mouakher, le PDG de Suez, Jean-Louis Chaussade, le Secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée, Fathallah Sijilmassi, ainsi que d'autres hauts fonctionnaires, experts et acteurs concernés provenant de toute la région.

### PUBLICATION D'UN RAPPORT SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

#### Point de vue des acteurs clés du changement climatique dans la région méditerranéenne

Cette publication fut introduite par Mme Ségolène Royal, présidente de la COP21, Mme Hakima El Haite, ministre déléguée de l'Environnement du Maroc, M. Arias Cañete, commissaire européen, et M. Sijilmassi, Secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée et inclut un grand nombre de personnalités qui intervinrent sur la transition de la Méditerranée vers un développement sobre en carbone.

## Le Cadre des énergies renouvelables privées de la BERD et de l'UpM pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et l'Union pour la Méditerranée (UpM) lancèrent en novembre un programme commun visant à stimuler le développement des marchés des

énergies renouvelables en Égypte, en Jordanie, au Maroc et en Tunisie.

Le projet **SPREF**, un cadre de financement de 227,5 millions d'euros, fut présenté à l'occasion de la Journée

de l'énergie lors de la conférence internationale sur le climat de la COP22 à Marrakech.

Ce programme aidera la région à réduire sa forte dépendance à l'égard



des importations d'hydrocarbures. Il vise à mobiliser davantage d'investissements, pouvant aller jusqu'à 834 millions d'euros, de la part d'autres intervenants, notamment le Fonds pour les Technologies Propres (CTF) et le Fonds pour l'environnement mondial (GEF).

Ce cadre de financement sera également accompagné d'un soutien de coopération technique ciblé pour la mise en œuvre de projets d'énergies renouvelables dans la région afin d'empêcher l'émission de 780 000 tonnes de CO2 par an.

Le SPREF entre dans le cadre de la plateforme de l'UpM sur l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique, lancée ce même jour, qui a pour objectif de promouvoir le déploiement de mesures relatives aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique, centrées sur la création, la transmission, la distribution et la consommation finale d'énergie.

Cette plateforme permettra de favoriser le développement socio-économique durable, de promouvoir la

création d'emplois ainsi que de garantir que tous les citoyens et entreprises de la région ont accès à des services énergétiques modernes, sécurisés, abordables et fiables. Elle permettra aussi de soutenir les économies à faible consommation d'énergie ainsi que la lutte contre le changement climatique et l'adaptation à celui-ci dans la région euro-méditerranéenne. Cette initiative fait suite au lancement, plus tôt cette année, de la plateforme UpM portant sur le marché régional de l'électricité et de la plateforme UpM portant sur le gaz.

À l'occasion de ce lancement, le Secrétaire général de l'UpM, Fathallah Sijilmassi souligna que : « Ces deux initiatives méditerranéennes majeures illustrent les efforts de l'UpM pour instaurer une plus grande coopération régionale et une intégration économique fondée sur une méthodologie spécifique, qui inclut la question du changement climatique, transformant ainsi nos mandats politiques en projets concrets à travers un dialogue régional impliquant diverses parties prenantes. »

Nandita Parshad, directrice de la BERD pour l'électricité et l'énergie déclara que : « La BERD a donné la priorité au financement pour le climat dans la région de la Méditerranée méridionale et orientale (SEMED), où nous avons investi dans 44 projets verts d'une valeur de plus d'un milliard d'euros depuis 2012. Les investissements verts représentent environ un tiers des investissements totaux de la BERD dans la région, et nous espérons que cela continuera à croître. »

Le premier projet du programme SPREF est le parc éolien Khalladi de 120 MW, près de Tanger, au Maroc, l'un des premiers projets privés de production d'énergies renouvelables du pays. Afin d'encourager d'autres entreprises privées à faire appel au mécanisme de financement du SPREF, une conférence fut organisée il y a un mois avec le comité des partenariats public-privé (PPP) de la COP22, l'Agence Marocaine pour l'Efficacité Énergétique (AMEE) et la Confédération Générale des entreprises du Maroc (CGEM).

Des personnalités éminentes participèrent ce même jour au lancement du projet, notamment le commissaire européen à l'Action pour le climat et à l'énergie, Miguel Arias Cañete, le ministre jordanien de l'Énergie et des ressources minérales, Ibrahim Saif, et le vice-ministre égyptien de l'Électricité et des énergies renouvelables, Osama Assran.

## Les ministres de l'UpM s'accordent sur de nouvelles dynamiques pour un cadre énergétique régional renforcé

Rassemblés le 1 décembre à Rome lors d'une réunion organisée par le ministre italien des Affaires étrangères, M. Paolo Gentiloni, et par le ministre du Développement économique, M. Carlo Calenda, les ministres responsables de l'énergie des 43 États membres de l'Union pour la Méditerranée (UpM) convinrent d'accroître la coopération

régionale pour l'énergie afin d'obtenir une offre de services énergétiques sécurisés, abordables et durables, un facteur essentiel pour la stabilité et la prospérité partagée dans la région méditerranéenne.

Au cours de la réunion, coprésidée par le commissaire européen chargé de l'Action

pour le climat et de l'énergie, M. Miguel Arias Cañete, et le ministre jordanien de l'Énergie et des Ressources minérales, M. Ibrahim Saif, les ministres accordèrent que le dialogue politique et les initiatives concrètes seront menés à bien dans le cadre des trois plateformes énergétiques de l'UpM couvrant les domaines d'action prioritaires, soit la plateforme de l'UpM



portant sur le marché régional de l'électricité (plateforme de l'UpM MRE), la plateforme de l'UpM portant sur l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique (plateforme de l'UpM EREE) et la plateforme de l'UpM portant sur le gaz.

Les plateformes énergétiques de l'UpM sont des structures flexibles et efficaces qui, sous la coordination de la coprésidence de l'UpM, organisent et encouragent un dialogue systématique entre les États membres de l'UpM, les institutions financières, les organisations régionales, les entreprises industrielles et les experts.

**Le commissaire M. Arias Cañete** déclara : « *La coopération dans le secteur de l'énergie est un élément essentiel du partenariat euro-méditerranéen. Une offre énergétique sûre, durable et compétitive est une priorité que l'Europe partage avec ses partenaires d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Elle est fondamentale pour asseoir les bases de la stabilité et de la prospérité au sein de la région. Pour atteindre ces objectifs, des investissements à grande échelle dans le secteur de l'énergie seront nécessaires dans la région méditerranéenne. L'essentiel du financement devra être supporté par les investisseurs privés. C'est la raison pour laquelle nous avons besoin de cadres réglementaires solides afin d'attirer ce capital privé indispensable.* »

Selon le ministre jordanien, **M. Saif** : « *La sécurité énergétique est l'une des principales sources de préoccupations et défis communs qui assaillent notre région Méditerranéenne, créant des contraintes*

*au développement économique et social. Les ministres et les différentes parties prenantes de la réunion d'aujourd'hui témoignent que c'est uniquement au travers de la coopération stratégique que la sécurité énergétique peut être atteinte. Les lignes directrices de la coopération stratégique doivent être identifiées, sur la base des trois piliers de la coopération technique menée sur trois plates-formes; cependant, les obstacles persistants à cette coopération doivent être abordés de manière stratégique. La réforme des cadres réglementaires ne peut apporter qu'une partie de la solution. En revanche, l'envers de la médaille se présente par le besoin d'adresser le déclin des investissements directs étrangers et l'absence de plans de financement nationaux pour les projets d'infrastructure.* »

**Le Secrétaire général de l'UpM, M. Sijilmassi**, eut pour sa part affirmé : « *La réunion d'aujourd'hui a démontré la volonté commune des 43 pays de collaborer étroitement dans les domaines de l'énergie et de l'action pour le climat. Les trois plateformes ont pour objectif d'octroyer davantage de cohérence et de clarté au cadre régional pour le développement des énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et l'intégration des marchés de l'électricité et du gaz dans la région méditerranéenne. Ces initiatives illustrent les efforts déployés par l'UpM en faveur d'une plus grande coopération régionale et d'une intégration économique fondée sur une méthodologie spécifique, transformant ainsi nos mandats politiques en projets concrets, au travers d'un dialogue régional multipartite.* »

L'objectif de la plateforme de l'UpM portant sur le gaz est d'établir un dialogue régional structuré permettant le développement progressif d'un marché euro-méditerranéen du gaz pour promouvoir la sécurité, la transparence et la prévisibilité de l'offre et de la demande. La mise en place de ce dialogue se fait de façon à assurer un équilibre correct et équitable entre les intérêts des pays producteurs et ceux des pays consommateurs, en jetant ainsi les bases d'un développement sûr et à long terme des réserves abondantes de la région.

La plateforme de l'UpM portant sur le marché régional de l'électricité vise à atteindre une intégration progressive des systèmes énergétiques et des marchés de l'énergie dans la région de l'UpM et, en particulier, à améliorer les échanges et interconnexions en matière d'électricité afin d'obtenir une offre en électricité sûre, durable et abordable, qui bénéficiera aux citoyens et aux économies de la région euro-méditerranéenne.

La plateforme de l'UpM portant sur l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique a pour objectif de promouvoir le déploiement progressif de mesures portant sur l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique, afin de favoriser le développement socio-économique, de contribuer à garantir que tous les citoyens et les entreprises de la région aient accès à des services énergétiques modernes, sûrs, abordables et fiables, ainsi que la lutte contre le changement climatique, et l'adaptation à celui-ci, dans la région euro-méditerranéenne.

L'accord des ministres entré en vigueur permet d'établir les plateformes énergétiques de l'UpM en vue d'un dialogue politique structuré, dans le but d'identifier des actions concrètes de partenariat et d'assurer le suivi de leur mise en œuvre. En ce sens, elles joueront un rôle essentiel pour faire progresser la coopération énergétique dans la région méditerranéenne.

## PORTRAIT

# L'UpM interviewe Mariya Gabriel, vice-Présidente du groupe PPE

- Suite à sa première élection au Parlement européen pour le parti bulgare GERB en 2009, Mariya Gabriel est nommée par la haute représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de Sécurité, Catherine Ashton, en tant qu'Observatrice-en-chef de la Mission d'observation électorale de l'Union européenne en République démocratique du Congo en 2011. Le 19 octobre 2012, elle est élue vice-Présidente des femmes du Parti populaire européen (EPP Women).
- En 2014, Mariya Gabriel devient membre du Parlement européen pour un second mandat. Depuis, elle occupe les postes de Chef de la délégation bulgare au sein du groupe PPE et de vice-Présidente du groupe PPE responsable des relations avec les pays de la Méditerranée.



**UpM:** Quel est le rôle potentiel de l'UpM dans la région concernant l'autonomisation des femmes ?

**Mariya Gabriel (M.G.):** Je commencerai en disant que l'Union pour la Méditerranée a un rôle clé pour promouvoir d'une part le droit des femmes, mais d'autre part pour travailler à l'inclusion des femmes dans toutes les sphères de la vie politique, économique et sociale. Donc l'Union pour la Méditerranée est le moteur, l'Union pour

la Méditerranée est la plateforme qui permet de réunir les différents aspects, les différentes conditions qui permettent justement ensuite aux femmes d'être dans les prises de décision, d'œuvrer à l'économie inclusive et d'avoir un échange de bonnes pratiques, et faire en sorte que les différents réseaux de femmes puissent se connaître les unes les autres, pour ainsi contribuer à la visibilité du potentiel des femmes.

Donc l'Union pour la Méditerranée est un grand contributeur pour le développement et pour la visibilité du potentiel des femmes dans la vie politique, économique et sociale.

**UpM:** Quelle devrait être la priorité principale de l'action en faveur de l'autonomisation des femmes dans la région ?

**M.G.:** Aujourd'hui, nous savons tous qu'on a besoin de stabilité politique, on a besoin de développement économique et on a besoin d'une vie sociale inclusive.

Ce qui nuit en ce moment à ces trois aspects, c'est la radicalisation croissante à l'intérieur de nos sociétés, tout comme à l'extérieur de nos frontières. Donc aujourd'hui je crois qu'il faudrait anticiper, voir quel est le rôle que les femmes peuvent avoir pour combattre la radicalisation, pour apporter cette touche positive qui permet à ce qu'au niveau local, avant d'aller au niveau national, le rôle des femmes puisse contribuer à la prévention, non pas s'occuper des conséquences, et ainsi promouvoir ce modèle de paix et de sécurité sans lequel aucun développement économique ni social n'est possible.

## AGENDA

- 23-24 janvier 2017** **2e forum régional de l'UpM. La Méditerranée en action : les jeunes au service de la stabilité et du développement. Barcelone, Espagne.**
- 2 février 2017** **Développement durable : Conférence des parties prenantes sur le développement durable de l'économie bleue en Méditerranée occidentale. Barcelone, Espagne.**
- 14-15 mars 2017** **Développement durable : Réunion du groupe de travail de l'UpM sur l'environnement et le changement climatique. Barcelone, Espagne.**
- 15-16 mars 2017** **Développement durable : 1er dialogue régional de l'UpM sur la connectivité des transports et 1ère réunion du comité du projet sur les transports de l'UpM et de différentes IFI. Barcelone, Espagne.**
- 30-31 mars 2017** **Employabilité des jeunes & entrepreneuriat : Réunion ministérielle 5+5 sur l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation. Tunisie**